
TRANSILVANICA

La structure et l'évolution du système bancaire en Transylvanie dans la première décennie après la Grande Union

CIPRIAN PĂUN
DRAGOȘ PĂUN

Si au Parlement les politiciens se contestaient avec véhémence, dans les conseils d'administration ils harmonisaient leurs intérêts grâce à des tantièmes et des jetons de présence substantiels.

Ciprian Păun

Chargé de cours à la Faculté des Sciences économiques et de la Gestion des Affaires, Université Babeș-Bolyai et enseignant associé à Plymouth State University.

Dragoș Păun

Assistant universitaire à la Faculté de Business, Université Babeș-Bolyai.

LE SYSTÈME bancaire en Roumanie de l'entre-deux-guerres présente des particularités révélatrices du développement socio-économique capitaliste du pays.

Selon les opérations fondamentales effectuées, les banques étaient de dépôt (qui empruntaient du capital) et d'es-compte (qui prêtaient du capital). Outre ces opérations générales, une troisième opération distincte – l'émission de billets de banque – revenait à la Banque Nationale de la Roumanie (BNR), elle aussi une banque privée. En fonction de son principal objet d'activité, il y avait des banques d'émission, de dépôt, d'affaires et de crédit financier ou hypothécaire. Selon l'appartenance à la propriété de l'institut de crédit et économie, les banques revêtaient une forme individuelle (la Banque Berkowitz, entre 1877 et 1925)¹ ou une forme sociale, ces dernières présentant toutes les variantes prévues par la législation

commerciale : société au nom collectif, société en commandité simple et société anonyme par actions.

Le réseau bancaire roumain était généralement structuré sous forme de sociétés par actions. En 1928, au bout d'une décennie de développement évident, que « la faim de crédits » du marché ne pouvait que stimuler, il se configura de manière un peu chaotique, parvenant à un nombre de 1 228 sociétés, avec un capital de 116 600 525 000 lei, par rapport à seulement 683 sociétés, avec un capital de 30 339 798 000 lei, en 1922.²

Les rapports des conseils d'administration et des commissions de censeurs présentés dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de ces sociétés anonymes offrent des données importantes sur la fondation, le fonctionnement et la répartition de ces établissements dans le territoire, qui ne respectaient le plus souvent aucune réglementation législative.

Conformément au Code commercial (art. 235), après l'authentification au tribunal de l'acte constitutif et des statuts, le tribunal commercial accordait une autorisation de fonctionnement contre un reçu certifiant le versement à la Caisse d'épargne ou à la BNR d'au moins 30 % du capital souscrit. La taxe d'enregistrement était de 3 % et la taxe de timbre de 20 lei. Un nombre de 439 banques furent fondées par cette procédure, depuis celles dont l'impact sur les crédits accordés dans une région géographique-économique étaient minimes, aux banques d'intérêt national.

La grande majorité des banques fondées dans la première décennie de l'après-guerre avait un capital moyen de six à huit millions de lei ou même en dessous de cette valeur, telles la Banque Commerciale de Şomcuta Mare, avec 500 000 lei,³ ou la Banque de Crédit de Gherla, avec toujours 500 000 lei.⁴ La catégorie des petites et moyennes banques, assez nombreuses en Roumanie, ne fut pas représentative du point de vue économique et financier. Ainsi, si 95 établissements de ce genre voyaient le jour en 1925, avec un capital de 183 784 500 lei, 76 autres banques étaient fondées en 1926, avec un capital de 753 253 000 lei,⁵ ce qui représentait 20 % du total des banques existantes.

La plupart de l'activité économique-financière des banques reposait sur les capitaux des clients ou, le plus souvent, sur des crédits obtenus notamment de la BNR, sur des périodes de maximum quatre mois, ce qui conduisit inévitablement à un déficit du capital et une crise du numéraire. Devenant un facteur décisif dans la rentabilisation des affaires, les intérêts variaient généralement de 12 à 30 % par mois, ayant pour conséquence une oscillation similaire des bénéfices nets, sans aucun rapport avec le volume des affaires.

Les rapports des conseils d'administration témoignent aussi d'une crise financière, de devises et de crédits. La Banque de Crédit de Gherla, par exemple, « n'eut pas recours à des banques plus grandes, se servant des dépôts des citoyens » de

10 millions de lei en 1924, par rapport au capital social de la banque, de 500 000 de lei.⁶ La Banque industrielle et commerciale de Reghin, au capital social de deux millions de lei, faisait des affaires et des placements dans la région toujours à l'aide des dépôts de investisseurs, qui étaient, en 1926, de 16 615 146 de lei.⁷ Un autre moyen de sortir de la crise du numéraire fut la fusion, réalisée d'habitude au niveau local, comme, par exemple, celle entre les Caisses d'épargne de Petroșani et de Vulcan.⁸ L'Assemblée générale ordinaire de la Caisse d'épargne de Blaj proposa la fusion avec les Banques de dépôts de Târnăveni, Praid, Bălăușeri, Valea Lungă et avec la Caisse d'épargne Târnava de Sighișoara. La concentration de capitaux devait lui permettre de résister, et cela « en dépit de la gravité des problèmes qui s'annoncent ».⁹ L'établissement bancaire de Blaj, dont le capital social était d'un million de lei, se servait couramment des fonds placés par les investisseurs, en valeur de 8 449 294 lei.¹⁰

La fragilité du système bancaire est principalement à retrouver dans la situation de l'économie roumaine de l'après-guerre, lorsque l'exportation était presque inexistante, le financement des transactions céréalières avait un rôle nettement diminué dans les affaires bancaires, les avances accordées à la grande propriété avaient pratiquement disparu après la réforme agraire, alors que les sociétés pétrolifères étaient financées de l'étranger. Pour maintenir l'équilibre entre les capitaux sociaux et les dépôts, qui, en valeur nominale, étaient en croissance, les banques se voyaient obligées à augmenter leurs biens en rapport avec la dévalorisation de la monnaie nationale. La dépréciation continue de la monnaie exigeait, dans des délais brefs, de nouvelles majorations du capital, bien que l'accroissement des dépôts ne fût pas en mesure de résoudre réellement le problème des fonds nécessaires au crédit industriel. Les dépôts constituaient pour la plupart les soi-disant « capitaux d'attente », à toucher toutes les fois qu'une conjoncture de bourse aux apparences favorables éveillait l'envie de spéculation.

Le placement industriel était destiné soit à affranchir un entreprise du contrôle financier étranger, soit à refaire des investissements insuffisamment entretenus pendant la guerre. Les banques étaient contraintes à employer des biens propres lorsqu'il s'agissait de participations, afin de remplacer les actionnaires (en particulier les citoyens des États ex-ennemis, qui, théoriquement au moins, étaient soumis au processus de nationalisation en faveur du capital national).

Les rapports des conseils d'administration des banques roumaines abondent en observations liées au manque du numéraire. Les émissions répétées de la BNR ne réussirent pas à résoudre la capitalisation tellement nécessaire au milieu économique.

La circulation fiduciaire de la Roumanie, vue en rapport avec le cours du dollar à Bucarest, offre des conclusions intéressantes, au sens qu'il y avait une

inflation typique, une oscillation à longs intervalles de la monnaie nationale par rapport au dollar.¹¹

C'est dans ce climat financier tendu que durent fonctionner les 1 228 banques éparpillées sur le territoire roumain.¹² Nous avons groupé les banques par catégories, selon le nombre et le capital (la I^{re} catégorie plus de 20 banques, la II^e entre 11 et 19, la III^e entre 6 et 10 et la IV^e entre 1 et 5), ce qui a donné la distribution territoriale suivante :

a) la I^{re} catégorie comprenait les départements de Bacău, Dolj, Ilfov, Arad, Bihor, Braşov, Cluj, Făgăraş, Hunedoara, Sălaj, Satu Mare, Mehedinţi, Caraş, Severin, Timiş-Torontal. Cette groupe totalisait 581 banques à un capital social de 4 621 933 734 lei. Les départements qui se faisaient remarquer étaient Timiş-Torontal, Ilfov, Arad, Bihor, Caraş et Severin ;

b) la II^e catégorie, les départements de Argeş, Brăila, Buzău, Iaşi, Vâlcea, Alba, Putna, Mureş, Năsăud, Sibiu, Târnava Mare, Târnava Mică, avec 163 banques et un capital social de 738 605 571 lei ; les départements qui se distinguaient étaient Sibiu, Târnava Mare, Iaşi et Alba ;

c) la III^e catégorie, les départements de Botoşani, Constanţa, Covurlui, Dâmboviţa, Dorohoi, Gorj, Ialomiţa, Muscel, Neamţ, Prahova, Romanaţi, Tecuci, Teleorman, Tutova, Vaslui, Ciuc, Maramureş, Trei Scaune et Turda-Arieş, avec 149 banques et un capital social de 365 729 222 lei ; les départements représentatifs étaient Prahova, Neamţ, Dâmboviţa et Botoşani ;

d) la IV^e catégorie incluait les départements de Fălţiceni, Fălciu, Olt, Roman, Râmnicu Sărat, Turcea, Vlaşca, Odorhei, Câmpulung, Rădăuţi et Suceava, avec 33 banques et un capital social de 83 319 500 lei.

La Commission spéciale économique autorisa, entre mai 1922 et janvier 1926, la fondation de 1 314 sociétés anonymes, à un capital de 5 985 811 313 lei, soit 75 % du capital total des sociétés anonymes de Roumanie,¹³ dont 887, soit 75 %, en Transylvanie.¹⁴ Les grandes banques dirigèrent leurs capitaux vers des zones de grand profit, les départements non-industrialisés n'entrant que de manière adjacente dans leur sphère d'intérêt. Le Banat et la Transylvanie étaient les régions les plus attractives du point de vue des placements financiers, la Banque Chrissoveloni, par exemple, ouvrant des succursales à Sibiu et Cluj.¹⁵ Les rapports du conseil d'administration et de la commission de censeurs, présentés, le 8 juin 1923, devant l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, précisaient que « nous avons trouvé un champ important d'activité en Transylvanie, cette partie de notre pays qui regorge de forêts, minerais et industries ». ¹⁶ Parmi les banques affiliées, nous mentionnons la Banque Transylvaine et la Caisse d'épargne de Cluj (à partir de 1926¹⁷).

La banque Marmorosch Blank et Co. avait des succursales à Arad, Cluj, Oradea, Târgu-Mureş s'était associée avec la Caisse Roumaine (Baia Mare), la Banque

générale de crédit (Târnăveni), la Première Caisse d'Épargne (Gheorgheni), la Banque Casa Noastră (Oradea), la Banque Timișoara (Timișoara) et l'Institut de crédit et épargne Albina (Sibiu).¹⁸ La Banque d'Escompte de la Roumanie avait une succursale à Timișoara,¹⁹ alors que la Banque des Céréaliéristes de Bucarest avait des participations à la Banque d'Escompte et Échange de Transylvanie (Cluj).

Les banques de Bucarest jouissaient du soutien des grands partis politiques : le Parti National Libéral (PNL), le Parti du Peuple et le Parti des Paysans. Les partis, à leur tour, bénéficiaient de l'appui financier des banques. Un intérêt primordial de ces partis était d'étendre leur influence en Transylvanie, comme le révèlent les élections parlementaires de 1922. Dans le département d'Arad, le PNL remporta trois sièges de sénateurs, contre un seulement gagné par le Parti National Roumain de Transylvanie (PNR) ; dans le département de Bihor, le PNL remporta 3 sièges, le PNR un et le Parti Indépendant toujours un ; dans le département de Bistrița-Năsăud, un siège fut gagné par le PNL ; dans le département de Caraș-Severin, le PNL remporta 4 sièges et le PNR un siège ; dans le département de Timiș, 2 sièges revinrent au PNL et un seulement au PNR. Au total, sur 52 mandats de sénateurs conférés en Transylvanie, 31 furent remportés par le PNR, 11 revinrent au PNR, 3 au Parti Hongrois, 2 au Parti Allemand et 4 au Parti Indépendant.²⁰

La victoire du PNL en Transylvanie devant le parti qui s'était approprié les mérites historiques de la Grande Union – le Parti National Roumain –, est intimement liée à la nouvelle réalité économique et financière. Le capital social des quelques 600 « citadelles » bancaires que le PNR détenait en Transylvanie était inférieur à celui de la filiale de Cluj de la Banque Roumaine, au capital libéral. La force économique du Parti National Roumain était représentée par la Banque Patria (Blaj), la Banque Bistrițeană (Bistrița), la Banque Nădlăcană (Nădlac), la Banque Izvorul (Alba Iulia), la Banque Arieșana (Turda), la Banque Gorunul (Aiud), la Banque Hațegana (Hațeg) etc. Par la succursale de Cluj de la Banque Roumaine, le Parti National Libéral avait crédité en 1925 différentes petites et moyennes banques de Transylvanie, à un capital de 15 241 236 lei ; il s'agit principalement de la Banque commerciale de Gherla, la Banque de Sighetul Marmației, la Banque de crédit de Transylvanie (Arad), la Banque Mercur (Alba Iulia), la Banque centrale (Turda), la Banque commerciale industrielle transylvaine (Brașov).²¹

Les petites banques étaient les plus exposées aux risques, à cause surtout des fluctuations de la monnaie nationale, des caprices du temps, qui mettaient en danger les récoltes etc. Les dividendes qu'elles distribuaient aux actionnaires étaient le plus souvent exagérés et s'expliquent par des placements à court terme dans des affaires à rentabilité immédiate. Ces investissements saisonniers du capital dépendaient des caprices du marché, du crédit de la haute finance de Bucarest, de la situation des récoltes. Ils étaient accordés à court terme et constituent

une caractéristique du système bancaire roumain de la période cible. Le capital des petites banques ressemblait beaucoup, à notre avis, à celui du XIX^e siècle, du type « usuraire », instable et souvent près de la faillite, en cas d'aggravation de la tension financière. C'est ce qui explique le souci exagéré pour le profit immédiat et pour une valeur juste des jetons de présence (très élevée, de 100 à 200 lei), qui récompensaient les actionnaires de leur participation aux réunions du conseil d'administration. Les petites banques, intéressées par un profit maximal immédiat, accordaient pour une action de 100 lei un dividende de 70 lei (la Banque roumaine de la Vallée du Someș, à Dej²²) ou de 181,86 lei pour une action (la Banque économique de Salonta²³).

Le phénomène économique spéculatif, conjoncturel, caractérisait à la fois les grandes et les petites banques, en quête de profit et assez peu sûres, étant donné les circonstances économiques et monétaires, de toucher à la fin de l'exercice financier. Malgré les fluctuations et les risques, elles réussirent, grâce aux jetons et aux tantièmes de présence, à attirer dans les Conseils d'administration des politiciens de marque, tels que Constantin Garoflid et Grigore Iunian (Parti du Peuple), George Brătianu (Parti National Libéral), Mauriciu Blank (Parti National des Paysans). Cette coopération avec des représentants de différents partis n'était pas qu'une simple manifestation du prestige, mais elle constituait à la fois l'enjeu de la création du grand capital et la possibilité d'influencer la prise des décisions de politique économique. Le conseil d'administration de la Banque Marmorosch Blank et Co. de Bucarest a coopté, dans la période analysée, trois premiers-ministres (Take Ionescu, Alexandru Vaida-Voevod, le général C. Coandă), huit ministres (C. Argetoianu, Al. Constantinescu, I. G. Duca, C. Banu, A. Silaghy, Toma Stelian, M. Șeulescu, le baron I. V. Stârcea).²⁴ Si au Parlement ces politiciens se contestaient avec véhémence, dans les conseils d'administration ils harmonisaient leurs intérêts grâce à des tantièmes et des jetons de présence substantiels. G. D. Creangă, l'un des grands économistes du temps, estimait que les membres des conseils d'administration, « nombreux et pour la plupart inactifs, dont le tantième représentait entre 12 et 15 % du bénéfice net des banques, prouvent une fois de plus que les banques n'ont rien appris quant aux devoirs que leur impose la nouvelle situation instituée après la guerre ».²⁵

Dans la période qui succéda à la Grande Union, les banques ont prêté une attention particulière aux sociétés industrielles et commerciales, les accordant des crédits, souscrivant aux émissions d'actions et n'hésitant même pas de prendre la direction effective de certaines d'entre elles. Comme la plupart des transactions financières se sont déroulées dans un climat d'instabilité monétaire, d'une apparence prospérité, un grand nombre de ces banques et de leurs succursales, et même des moins obscures, finirent par dévier de la ligne des opérations bancaires classiques et se lancer dans des spéculations anormales à la bourse. La faible

capitalisation créa des tensions financières dans le réseau, conduisant, durant la Grande Crise surtout, à des restructurations et à la disparition d'un grand nombre de petites unités, dont celles fondées en Transylvanie.



Notes

1. *Darea de seamă a Consiliului de Administrație și Raportul cenzorilor către Adunarea Generală Ordinată pe exercițiul 1926*, Bucarest, 1927.
2. *Statistica societăților anonime din România*, vol. XXI, 1939, Bucarest, 1940, p. 22.
3. *Darea de seamă*, 31 mars 1925, Șomcuta Mare, 1925.
4. *Darea de seamă*, Gherla, 1924.
5. V. Slăvescu, « Reglementarea comerțului de bancă », *Economia României*, an VI, 1927, n° 5, p. 253.
6. *Darea de seamă*, Gherla, 1925.
7. *Darea de seamă*, Reghin, 27 février 1927.
8. *Darea de seamă*, Petroșani, 7 février 1925.
9. *Darea de seamă*, 1926, Diciosânmartin, 1927.
10. *Ibid.*
11. *Banque de crédit Roumain. Bulletin*, Bucarest, janvier-février 1928, p. 13-16.
12. *Buletinul statistic al României*, Bucarest, n° 4, oct.-dec. 1926, p. 8-11.
13. *Ibid.*, n° 1, janvier-mars 1926, p. 12-13.
14. *Ibid.*
15. *Darea de seamă*, Cluj, 8 juin 1923.
16. *Ibid.*, 16 avril 1927.
17. *Ibid.*, 24 février 1923.
18. *Darea de seamă*, Bucarest, 24 février 1923.
19. *Ibid.*, 24 mars 1923.
20. *Buletinul statistic al României*, n° 1, janvier-juin 1923, p. 108-111.
21. Archives Nationales, filiale de Cluj, fonds *Banca Românească*, doss. n° 10/1925, f. 252-261.
22. *Darea de seamă*, Dej, 8 février 1927.
23. *Darea de seamă*, Salonta, 11 mars 1928.
24. *Darea de seamă*, Bucarest, 15 mars 1929.
25. G. D. Creangă, « Veniturile și averea României mari », *Buletinul Institutului Economic Român* (Bucarest), n° 1, 1927, p. 8.

Abstract

The Structure and Evolution of the Transylvanian Banking System in the First Decade after the Great Union

The paper analyzes the Transylvanian banking system in the first decade after the Union of 1918, presenting the development of the Romanian banking network, the profile of its banks (683 in 1922, 1,228 in 1928), their main fields of activity, their contacts with the political class (represented in its boards), and also the flaws and the fragility of the banking system during the period in question. In the first interwar decade, most of the newly created banks had little capital. To a considerable extent, their activity was based on the capital of their customers, in the form of deposits, and especially on credit. Although the banking system developed massively and sometimes chaotically in the 1920s, the fragility of this system (poor capitalization and units lacking financial power) at both national and local level cannot be denied. This weakness was largely due to the many difficulties faced by the Romanian economy after World War I.

Keywords

banks, administration boards, capitalization, Transylvania, 1920s